



Passerelles Synthèse

Bimensuelle africain pour une nouvelle perspective du développement durable

Volume 10• Numéro 3, 17 février 2009

LIGNE DE FOND.....	1
Crise Mondiale : 'Dessiner le monde de l'après crise'. Libre échange ou protectionnisme ?	1
OMC : Les plans de sauvetage créent la distorsion et faussent la concurrence, les PED s'interrogent sur leur comptabilité avec l'OMC... 3	
Nouvelles de l'OMC	4
Agriculture : Reprise des négociations ; le président commerce par des consultations	4
USA vs UE : l'administration américaine campe sur ses positions dans l'affaire « roquefort »	4
Sur le fil	5
Chine-Inde : Interdiction de jouets chinois dans le marché indien : risque d'affrontement entre New Delhi et Pékin.....	5
Nouvelles régionales.....	6
APE : Les négociations entre l'UE et l'Afrique centrale dans l'impasse : l'UE presse, la région se braque.....	6
Afrique de l'ouest : relever les taxes sur les produits agricoles entrant dans la sous région pour soutenir le secteur agricole	7
Evénements	7
Publications :	8

PASSERELLES, SYNTHESE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)

LIGNE DE FOND

Crise Mondiale : 'Dessiner le monde de l'après crise'. Libre échange ou protectionnisme ?

Les 2500 décideurs mondiaux réunis dans le cadre du Forum économique de Davos, les 100.000 participants au Forum social mondial de Bélem, l'optimisme des dirigeants du commerce mondial quant à une résolution de la crise par la conclusion de Doha n'ont pas convaincu les différents Etats que le repli sur soi ne règle pas la crise. Les inquiétudes soulevées par certains dirigeants des institutions internationales dont le DG de l'OMC, il y'a plus d'un an, se précisent de plus en plus. Les ministres du Commerce d'une vingtaine de pays réunis au Forum économique mondial de Davos, en Suisse, ont affirmé d'une seule voix que « la plus haute priorité » en 2009 était de conclure un accord sur la libéralisation du commerce mondial avec la finalisation du cycle de Doha, pour contrer la mise en place par certains pays de mesures économiques protectionnistes.

Les grandes puissances indexées

Les dirigeants politiques exhortent l'administration américaine de ne pas succomber à la tentation d'élever ses barrières tarifaires. D'ailleurs, au cours des derniers jours, la décision des États-Unis d'acheter exclusivement de l'acier aux sidérurgies américaines dans le cadre de projets d'infrastructure financés par le plan de relance de 787 milliards de dollars de Barack Obama a inquiété le Canada. Cette décision risque de faire perdre des revenus importants aux sidérurgies canadiennes et menace de nombreux emplois.

Les pays émergents sont sans doute les plus virulents, au regard des efforts énormes qu'ils ont dû fournir pour ouvrir leur marché. L'Inde, patrie du numéro 1 mondial de l'acier, Mittal Steel, par la

voix de son ministre du Commerce, Kamal Nath, présent au Forum, a parlé de mesure égoïste. Le président mexicain, Felipe Calderon, a appelé les autres Etats à faire barrage à cette idée de protectionnisme.

La Chine et la Russie, invitées à Davos, avaient rejeté toute idée d'isolationnisme. Selon le premier ministre chinois Wen Jiabao : *"le protectionnisme ne sert aucune cause et ne peut qu'empirer et prolonger la crise"*. Vladimir Poutine quant à lui a exhorté à éviter le protectionnisme excessif et l'ingérence de l'Etat dans l'économie, ainsi que le déficit budgétaire excédentaire et la croissance de la dette de l'Etat. *"En effet, le renforcement de son rôle (du rôle de l'Etat) dans le contexte de la crise est une réaction naturelle face aux échecs de la régulation de marché, mais au lieu de perfectionner ces mécanismes, la tentation pourrait être forte d'élargir au maximum la participation directe de l'Etat dans l'économie"* a-t-il déclaré. Quant à la France, elle a adopté une position plus nuancée. La ministre française de l'Economie, Christine Lagarde, également présente, a laissé entendre que cette mesure américaine sur l'acier, si elle était limitée dans le temps et encadrée, pourrait être acceptable avant de poursuivre pour dire que : *"la situation actuelle comporte deux risques majeurs: des troubles sociaux et le protectionnisme"*, a déclaré la ministre. Ces deux risques sont alimentés par *"la chute de la croissance économique et par le fait que les Etats doivent engager l'argent des contribuables"* dans les plans de relance et de sauvetage, a-t-elle expliqué en souhaitant que la réunion du G20 le 2 avril prochain à Londres donnera *"un signal extrêmement fort"* pour *"restaurer la confiance"* dans le système financier.

La coopération entre les plus grandes puissances et les institutions financières mondiales est cruciale pour garantir un flux continu de crédit aux pays moins grands en voie de développement, qui pourraient devenir les victimes à souffrir le plus de la récession, a affirmé Gordon Brown lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial 2009. *"Il y a un protectionnisme implicite dans ce qui se produit aujourd'hui"*, a-t-il martelé, faisant référence aux mesures prises par plusieurs pays pour verser les fonds gouvernementaux aux institutions financières nationales et pour interdire aux opérations étrangères de faire des bénéfices. Mr Brown a aussi lancé un appel à la création d'une institution chargée de superviser l'ensemble de la

finance internationale, tandis que la chancelière allemande, Angela Merkel a plaidé pour une plus forte régulation de l'économie mondiale et propose la création d'un Conseil économique des Nations unies, copié sur le modèle du Conseil de sécurité.

Au moment où sont décriés le protectionnisme et l'excès d'interventionnisme de l'Etat, le premier ministre japonais, Taro Aso a annoncé à Davos que son pays consacrerait au moins 20 milliards de dollars à l'aide au développement d'autres pays d'Asie, pour les aider à affronter la crise économique. Son porte-parole indique que cette aide servira à bâtir des infrastructures en vue de stimuler la demande intérieure dans la région Asie-Pacifique. Le Japon a déjà décidé de dépenser 1000 milliards de dollars pour stimuler sa propre économie.

Les Etats-Unis sont bien conscients qu'ils ont jeté un nouveau pavé dans la mare, en incluant dans leur plan de sauvetage cette mesure ostensiblement protectionniste sur l'acier et le fer, au risque d'ouvrir les vannes alors que jusqu'à présent chacun tentait de garder le sens des proportions. D'ailleurs, Bruxelles a déjà prévenu que si la loi était adoptée en l'état par le Congrès, elle ne pourrait *"rester les bras croisés"*, sous entendant qu'elle porterait l'affaire à l'organisation mondiale du commerce.

Le directeur de l'OMC Pascal Lamy a reconnu à Davos avoir *« détecté plusieurs points rouges sur (ses) écrans »* de surveillance des politiques commerciales. Expliquant : les dirigeants *« subissent une pression politique intérieure. Ce qu'ils entendent chez eux, c'est que le commerce doit être jeté aux toilettes »*. *« C'est une source d'inquiétude pour eux comme pour moi »*, a-t-il ajouté.

L'ouverture pour contrer la crise

Pour les ministres du Commerce, le seul Graal du libre-échange reste la conclusion des accords de Doha devant libérer significativement les frontières commerciales : *« Le commerce n'est pas une part du problème, c'est une part de la solution »* à la crise, ont-ils martelé en cœur. Pour lutter contre ce mouvement considéré comme contre-productif à

long terme, la vingtaine de ministres « *sont tombés d'accord pour renforcer les contrôles* » des politiques commerciales des 153 pays membres de l'OMC, a indiqué le ministre coréen du Commerce Kim Jong-hoon. Mr Lamy a aussi ajouté que « *Nous devons rester vigilants* », car le virage protectionniste américain, s'il est confirmé, risque d'être également lourd de conséquences pour le gendarme du commerce où les guerres commerciales vont se multiplier et pourrait jeter un sort au laborieux cycle de Doha devant encore libérer les échanges commerciaux et dont les négociations patinent depuis plus de 7 ans.

Prenant acte, la Suisse, organisatrice de la rencontre, a proposé une réunion ministérielle à l'OMC avant le grand rendez-vous des vingt premières économies mondiales (G20) début avril à Londres. L'idée est, selon elle, que le cycle de Doha soit intégré à l'agenda des discussions sur la relance économique mondiale.

Un nouvel état global des politiques commerciales en mi - mars

L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a aussi annoncé qu'elle va publier mi-mars un nouvel état global des politiques commerciales de ses pays membres. Le rapport doit faire "*un état des changements en matière de politiques commerciales afin de voir si la température du protectionnisme a augmenté*", a expliqué son auteur, Richard Eglin. Alors que les mises en garde contre le protectionnisme se multiplient dans les capitales du monde entier, le premier rapport de l'OMC établit que les membres de l'OMC "*ont réussi à contrôler les pressions intérieures protectionnistes*". "*La situation est globalement sous contrôle*", a répété M. Lamy. Mais "*nous ne sommes qu'à la première étape des réponses à la récession économique mondiale*". Plusieurs pays émergents, dont le Brésil, la Bolivie et l'Inde, se sont inquiétés durant leur rencontre avec M. Lamy des effets de "*distorsions*" des plans de sauvetage économiques occidentaux atteignant des montants faramineux. Ils ont réclamé que ces plans soient étudiés de plus près dans le prochain rapport. Dénoncé par certains pays, ce "*monitoring*" de l'OMC reste toutefois très neutre, ne faisant qu'énumérer les changements de politiques commerciales sans jugement de valeur. "*L'idée est celle d'une surveillance collective*" qui est un bon moyen de pression,

explique une source diplomatique proche de l'OMC.

Note Enda

OMC : Les plans de sauvetage créent la distorsion et faussent la concurrence, les PED s'interrogent sur leur comptabilité avec l'OMC

Le danger protectionniste a été au centre de la réunion des membres de l'OMC qui devaient commenter le rapport commandé par le directeur de l'organisation Pascal Lamy sur les mesures de protection des marchés mises en place en fin d'année dernière par les pays membres de l'OMC. De nombreux gouvernements des pays du Nord sont entrain de mettre en place des programmes de relance budgétaire et des plans de sauvetage. Ils sont entrain de calibrer soigneusement leurs plans de sauvetage pour aider les banques en difficulté, les multinationales mais aussi pour permettre aux contribuables de recouvrer leurs investissements. Cela vaut également pour les réformes et l'assistance axées sur les plans de sauvetage internationaux.

Ces différents plans de sauvetage entraînent des appréhensions quant aux chances de réussite du cycle de négociations commerciales de Doha. Plusieurs pays émergents de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont déclaré leurs inquiétudes quant aux conséquences néfastes des plans de sauvetage astronomiques prévus par les pays développés ces plans ne manqueront pas de créer, selon eux, de graves "*distorsions*" commerciales. Ces pays en développement membres de l'OMC demandent un examen plus approfondi de ces plans lors d'une réunion sur les politiques commerciales des 153 pays membres de l'OMC face à la crise. La Bolivie, l'Argentine, Cuba ou encore l'Inde sont à la tête de ces pays, "Je suis sûre que ces mesures (les plans de sauvetage, ndlr) créent des distorsions", a expliqué l'ambassadrice de la Bolivie auprès de l'OMC, Angelica Navarro. L'ambassadeur brésilien est allé dans le même sens estimant que ces plans "*peuvent avoir des effets énormes sur le commerce*". "Ils augmentent les capacités (de production) de leurs industries de telle manière que les pays en développement ne

sont pas en mesure de les concurrencer", a-t-il insisté.

Il est posé la question de la compatibilité des plans de sauvetage avec le système de l'OMC, il faut selon Mme Navarro les analyser plus précisément, pour déterminer s'ils sont "compatibles avec les règles de l'OMC". Il est donc clair qu'il y'a un fort besoin de "clarifications " pour reprendre les termes de l'ambassadeur de l'Inde. Selon le rapport, commandité par le DG, les membres de l'OMC "ont réussi à contrôler les pressions intérieures protectionnistes".

Il souligne toutefois que les "actions les plus significatives", sont "les soutiens financiers" aux secteurs bancaire et financier, essentiellement parmi les pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

NOUVELLES DE L'OMC

Agriculture : Reprise des négociations ; le président commerce par des consultations

Les négociations sur l'agriculture avaient connu beaucoup de remous à la fin de l'année 2008. De nouvelles coupes tarifaires ont été proposées et des propositions pour dépasser les difficultés sur les mesures de sauvegardes spéciales ont été esquissées. Cela n'a pas pour autant rapprocher les différents membres de l'OMC pour une conclusion de Doha.

Le président des négociations Crawford Falconer a repris ses activités, il a dit aux Membres, le 12 février 2009, qu'il avait commencé à consulter diverses coalitions et délégations individuelles et continuerait au cours des prochaines semaines pour déterminer quelles questions les Membres souhaitent examiner.

Les enjeux de l'agriculture sont très importants. Il faut rappeler qu'après l'échec des négociations en Juillet 2008, le président des négociations avait

tenté de les réanimer en initiant des « promenades en forêt ». Cette nouvelle initiative n'a pas provoqué un enthousiasme suffisant pour trouver un accord à la fin 2008. L'ambassadeur Falconer garde l'espoir de trouver une solution dans les meilleurs délais ce qui relancera tout le cycle de négociation de Doha.

USA vs UE : l'administration américaine campe sur ses positions dans l'affaire « roquefort »

Comme préciser dans notre dernière publication, (*Passerelles, Synthèse mensuelle sur le commerce et le développement Vol. 10, N° 1 du 15 janvier 2009*), le conflit entre l'UE et les Etats-Unis sur les taxes imposées par les Etats-Unis sur le roquefort français en guise de représailles contre la décision de l'UE d'interdire l'accès des bœufs aux hormones dans son marché, n'a pas connu d'épilogue. L'UE a dénoncé cette approche américaine, les acteurs du commerce européen ont aussi dénoncé et regretté cette décision. «La décision des Etats-Unis de tripler les droits de douane aux importations de Roquefort, comme mesure de rétorsion à l'interdiction par Bruxelles du bœuf aux hormones, est une décision plus que regrettable », estime Christine Pujol, présidente confédérale de l'UMIH. Et de poursuivre, «cette décision empêche bon nombre de citoyens américains d'apprécier ce délicieux fromage, y compris dans un hamburger ! Elle nuit en outre fortement à la production agroalimentaire Aveyronnaise dont la réputation et le savoir faire ne sont plus à démontrer. Espérons que ce problème trouvera une issue positive avec l'arrivée du nouveau gouvernement américain.»

Les américains font fi de ces dénonciations et ne comptent pas reculer. Le ministre français de l'Agriculture Michel Barnier, en visite à Washington pour rencontrer son homologue américain, a affirmé ne pas sentir l'administration de Barack Obama prête à faire un pas pour éviter que le roquefort ne soit frappé par des droits de douane prohibitifs. "Je ne peux pas dire que j'ai senti un mouvement sur des sujets où nous avons entre Européens et Américains des contentieux ou

des désaccords", a déclaré M. Barnier à la presse, après avoir rencontré le nouveau secrétaire américain à l'Agriculture, Tom Vilsack.

L'administration de George W. Bush avait décidé peu avant son départ en janvier de tripler à partir du 23 mars les droits de douane du roquefort, en rétorsion contre le refus persistant de l'Union européenne d'importer du bœuf aux hormones. En réponse, la France a annoncé son intention d'introduire avec la Commission européenne un contentieux devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Interrogé pour savoir s'il espérait que l'administration Obama revienne sur cette décision, M. Barnier a répondu: "franchement, je ne peux pas dire ça aujourd'hui". "J'espère qu'à force de se parler, avec cette nouvelle administration, nous aboutirons à aborder cette question de manière plus constructive", a-t-il expliqué. M. Barnier a par ailleurs relevé que M. Vilsack avait "un nouvel état d'esprit vis-à-vis de questions importantes pour nous (les Européens, ndlr) comme, quand on parle de commerce, la prise en compte du développement durable, de l'environnement, de la sécurité écologique, des droits sociaux".

Source AFP, note Enda

SUR LE FIL

Chine-Inde : Interdiction de jouets chinois dans le marché indien : risque d'affrontement entre New Delhi et Pékin

A la fin du mois de janvier, l'Inde avait pris la décision d'interdire les jouets chinois dans son marché pour une durée de 6 mois. Le gouvernement indien a justifié cette mesure comme étant "d'intérêt public", officiellement pour des raisons de sécurité et de santé publiques sans autres explications. Pour beaucoup d'observateurs, cette interdiction a pour objectif de protéger les fabricants indiens face aux produits chinois bons marchés.

En 2007, plus de la moitié des jouets en vente sur le marché indien ont été importés de Chine et ont représenté une valeur de 500 millions de dollars. Considérant que cette décision est une mesure protectionniste et est de nature à violer les règles du commerce international, la Chine regrette cette décision et compte saisir l'OMC. Dans un

communiqué, le ministre chinois du commerce exprime toute son inquiétude "Le gouvernement chinois exprime sa grande inquiétude face à la décision de son homologue indien d'imposer (...) de telles restrictions sur les importations dans une période de temps aussi courte".

Il faut rappeler que l'industrie chinoise des jouets a connu beaucoup de difficultés. Près de la moitié des fabricants chinois de jouets ont fermé en 2008, atteints par la chute des exportations dans ce secteur mis à mal par des problèmes de qualité et la crise internationale.

En début 2008, la Chine comptait 8.610 entreprises productrices et exportatrices, mais ce nombre a décliné de 49% pour atteindre 4.388.

Le gouvernement indien a montré une disponibilité pour discuter de cette décision tout en clamant haut et fort qu'elle est conforme aux règles de l'OMC. "Nous sommes ouverts à la discussion avec la Chine sur cette question (...) mais interdire les jouets chinois est tout à fait conforme aux règles de l'OMC", a déclaré le ministre du Commerce et de l'Industrie, Kamal Nath. L'Inde ne compte pas reculer et le ministre le confirme en estimant que "tant que le gouvernement indien ne sera pas satisfait, le blocus ne sera pas levé" avant d'ajouter que si la Chine est mécontente de cette mesure indienne, "elle peut aller devant l'OMC",

Selon des analystes, l'Inde, à la politique économique plutôt protectionniste, souhaite en fait protéger sa propre industrie du jouet. De fait, selon l'association des fabricants indiens de jouets à Bombay, les jouets chinois représentent la moitié de ceux vendus en Inde, un marché local évalué en 2007 à plus de 25 milliards de roupies (500 millions de dollars).

Ces deux géants asiatiques sont d'étroits partenaires commerciaux avec 40 milliards de dollars d'échanges en 2007 et 60 milliards prévus en 2010. Aujourd'hui, ils cherchent manifestement à se neutraliser. Certains pays comme les Etats-Unis, qui cherchent des contrepoids à la Chine, se rapprochent de plus en plus explicitement de New Delhi. Ce que la Chine n'apprécie guère.

NOUVELLES REGIONALES

APE : Les négociations entre l'UE et l'Afrique centrale dans l'impasse : l'UE presse, la région se braque

Après plusieurs jours de réunion entre la région Afrique Centrale et l'UE, les divergences quant à la signature d'un APE s'agrandissent. La session de négociation qui s'est déroulée du 3 au 10 février 2009 à Libreville, au Gabon, a livré ses conclusions.

La principale constatation est que le fossé entre les deux parties ne cesse de se creuser. Beaucoup de points sensibles ont été abordés mais au finish chacune des parties n'a adopté une position qui n'encourage certainement pas une signature d'accords.

A la suite des négociateurs en chef qui se sont réunis le 3 février dernier, les experts se sont réunis les 5, 6, 9 et 10 février. Plusieurs questions ont été abordées. Les plus importantes sont l'offre de libéralisation, la clause de la nation la plus favorisée (NPF) et les instruments de coopération. Il a été noté une forte divergence sur ces trois questions.

Pour ce qui est de l'offre d'accès au marché, l'Afrique centrale a évolué dans sa position passant d'une offre de 60 % sur 25 ans à 71 % sur 20 ans. L'UE n'entend pas avaliser une telle offre et propose une libéralisation de 80 % sur 15 ans. Elle souhaite que la région améliore son offre d'accès puisqu'elle a de son côté ouvert son marché à hauteur de 100 % et sans délai.

La clause NPF est un autre point de divergence. L'Afrique centrale a refusé systématiquement une quelconque inclusion de cette clause dans le futur

accord. Elle a soutenu qu'une telle clause l'empêcherait d'accorder des préférences à d'autres partenaires notamment ceux du Sud. Mais elle entend accepter son inclusion à la condition que le volet développement soit suffisamment pris en compte dans l'accord. Quant à l'UE, elle veut que cette clause figure dans l'accord parce qu'elle offre un accès à son marché à 100 % et ne souhaiterait pas que la région fasse des préférences à d'autres partenaires sans qu'elle n'en bénéficie pas.

Le troisième élément sur lequel les parties ont insisté est la coopération. En effet, la région Afrique centrale a beaucoup insisté sur la nécessité d'un renforcement de capacité. Elle a aussi insisté sur deux éléments importants à savoir l'insuffisance du montant de l'enveloppe allouée à la région ainsi que le pourcentage consacré à l'accompagnement de l'APE.

Quant à l'UE elle a présenté les fonds additionnels invitant ainsi la région à décliner ses priorités, ce qui a été fait par la région qui estime ses besoins dans le document d'orientation conjointe (DOC) à 12, 5 milliards d'euros sur la base d'une libéralisation de 71 % étalée sur 20 ans.

D'autres questions telles l'impact fiscal net, les règles d'origines ainsi que les questions de Singapour ont été abordées. Sur ce dernier point, par souci de cohérence, la région a décidé de ne point les inclure puisqu'elles sont bloquées au niveau de l'OMC. Elle se concentre plus sur l'approfondissement de l'intégration.

Eu égard à ces divergences, la société civile a affirmé que la région Afrique centrale "n'est pas prête" pour conclure avec l'Union européenne (UE) un accord de partenariat économique (APE). Il y a des réformes profondes à faire" auparavant, a déclaré Jacob Kotcho, membre de la Plate-forme des acteurs non étatiques d'Afrique centrale (Panéac). L'ouverture des marchés à la faveur d'un APE signifierait pour beaucoup "des pertes de recettes douanières" à compenser par d'autres moyens, "ces mesures d'accompagnement sont une des préoccupations majeures pour nos Etats", a-t-il dit. La société civile a aussi regretté la signature en janvier par l'UE et le Cameroun d'un APE "intérimaire". Le premier avec un pays d'Afrique centrale- a "porté un coup à la dynamique régionale".

Afrique de l'ouest : relever les taxes sur les produits agricoles entrant dans la sous région pour soutenir le secteur agricole

Dans la perspective de la signature d'un APE entre l'UE et la région, des appels fusent de partout pour plus de protection des économies de la région. Ainsi, la région avait – elle demandé à la mise en place d'une cinquième bande tarifaire dans le cadre du TEC (Tarif extérieur commun de la CEDEAO). Beaucoup d'observateurs ouest africains et d'acteurs économiques et principalement les acteurs du secteur agricole avaient indexé le TEC quant à l'échec des politiques agricoles.

Dans ce souci de mieux protéger les producteurs de la sous région, le Réseau des organisations paysannes et de producteurs d'Afrique de l'ouest (ROPPA) réclame que les taxes sur les produits agricoles importés dans la région soient relevé à plus de 50%, et non pas à 35% comme l'ont prévu les chefs d'Etat. Réuni récemment à Ouagadougou, le ROPPA a produit un mémorandum à ce sujet aux représentants de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA, 8 pays) et de la CEDEAO (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (15 pays), réunis en session dans la capitale burkinabè.

Le ROPPA fait valoir dans ce texte que "le tarif extérieur commun de la CEDEAO fixé actuellement à 35% est inférieur à celui pratiqué par les pays de l'Afrique de l'Est qui taxent le lait importé à plus de 60% et par l'Union européenne (UE) où les produits alimentaires de base (céréales, produits laitiers et viande, sucre) sont taxés à plus de 50% en moyenne".

"Un tarif extérieur commun sur les produits agricoles de la CEDEAO inférieur à 50% ne permettra pas à la région d'atteindre les objectifs stratégiques de développement", notamment ceux de la politique agricole commune de la CEDEAO, assure le réseau.

Selon le vice président de l'organisation, le béninois Jacques Bonou, "le ROPPA veut un tarif

extérieur commun plus favorable aux producteurs agricoles, au développement de l'agriculture et à la création d'un marché régional de produits agricoles basé sur la préférence communautaire". Le ROPPA demande notamment un "contingentement, c'est-à-dire une limitation des volumes de produits agricoles importés à taux faible".

Rappel : Le ROPPA regroupe des organisations paysannes de 11 pays: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinée (Conakry), Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Sierra Leone et Togo.

EVENEMENTS

Evénements :

OMC

18 – 20 février 2009, OMC, Genève, Examen des politiques commerciales, Japon

19 - février 2009, OMC, Genève, Organe de règlement des différends

23 – 27 février, OMC, Genève, groupe de négociation sur la facilitation des échanges

25 – février, OMC, Genève, comité des marchés publics

25 – février, OMC, Genève, Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

27 - Février, OMC, Genève, comité du commerce et du développement, session sur l'aide pour le commerce

Hors OMC

16-20 février, PNUE — Nairobi, Kenya, Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement, www.wto.org

16–18, février 2009, CNUCED, Genève, Suisse, Réunion d'experts pluriannuelle sur les transports et la facilitation du commerce, www.unctad.org

19-20 février, OECD — Paris, France, Huitième forum mondial sur la concurrence, www.oecd.org

2-5 mars 2009, CNUCED, Genève, Suisse,
Réunion d'experts pluriannuelle sur les produits
de base et le développement, www.unctad.org

9-11 mars, OMC, Genève, Suisse, Organe
d'examen des politiques commerciales — Brésil,
www.wto.org

PUBLICATIONS :

CNUCED, International Investment rule-
making: stocktaking, challenges and the way,

UNCTAD Series on International Investment
Policies for Development, **Cote**
NU: UNCTAD/ITE/IIT/2007/3 **No. de**
vente: E.08.II.D.1 **Date de**
publication: 09/02/09

CNUCED, Contribution du commerce au
renforcement du développement et à la réduction
de la pauvreté: aspects liés à la mobilité de la main-
d'œuvre et au commerce des compétences, **Cote**
NU: UNCTAD/DITC/TNCD/2007/8 **No. de**

vente: F.08.II.D.9 **Date de publication**:
01/12/08

Marco Fugazza and Jean-Christophe Maur,
Non-tariff barriers in computable general
equilibrium modelling by, Policy Issues in
International Trade and Commodities, Study
Series No. 38 (UNCTAD/ITCD/TAB/39)

Alberto Portugal-Perez, The costs of rules of
origin in apparel: African preferential exports to
the United States and the European Union, Policy
Issues in International Trade and Commodities,
Study Series No. 39 (UNCTAD/ITCD/TAB/40)
01/10/08,

Christian Schnakenbourg, Alfredo Suarez,
Commerce mondial et développement durable
2008-2009 Editeur : Hachette Supérieur
Collection : **Les Fondamentaux** 160 pages
- Parution : 07/2008, www.lgdj.fr

François-Luc Simon Théorie et pratique du droit
de la franchise
Editeur : Joly éditions Collection : Pratique des
affaires, 02/2009